

Vanbeveren Inge

From: OCM-CDZ(SECR.AG) <secr.ag@ocm-cdz.be>
Sent: Friday, 17 April 2020 16:20
To: tech@ibr-ire.be
Cc: 'OCM-CDZ(FIN)'; 'Guinotte Laurent'; 'DOOM Dirk'
Subject: Publieke raadpleging over het ontwerp van controlenorm voor de ziekenfondssector

Geachte heer Voorzitter,

Wij hebben uw schrijven van 25 maart 2020 (ref. IVB/RF/edw) inzake de publieke raadpleging over het ontwerp van 'Norm inzake de opdrachten van de erkende bedrijfsrevisoren bij de mutualistische entiteiten' in goede orde ontvangen.

De documenten werden voorgelegd aan de Raad van de Controledienst en na onderzoek werd beslist u de hiernavolgende bemerkingen over te maken, met name een principiële bemerking en bemerkingen van technische aard. Het spreekt voor zich dat mijn administratie altijd bereid is deze te bespreken met uw vertegenwoordigers.

Met vriendelijke groeten,

De Voorzitter van de Raad,

Bernadette Lambrechts

Présidente du Conseil
Voorzitter van de Raad



T 02 209 19 02
Av. de l'Astronomie 1 Sterrenkundelaan
Bruxelles B-1210 Brussel
✉ email: secr.ag@ocm-cdz.be

Principiële bemerking

L'audit de la Cour des comptes de 2018 sur l'audit des mutualités a souligné le rôle particulier des réviseurs d'entreprises dans le cadre de l'évaluation des performances de gestion. En effet, pour trois domaines d'évaluation (la détection et la récupération des paiements subrogatoires, la qualité du contrôle interne et de l'audit interne et le respect des modalités particulières de remboursement des prestations), ce sont les constatations des réviseurs qui servent de base à la détermination de la retenue qui sera opérée sur le montant des frais d'administration attribué à leur client. L'Office de contrôle est conscient que la position du réviseur n'est pas idéale, et que cela peut soulever une question d'indépendance.

La raison pour laquelle le choix a été fait de recourir au soutien des réviseurs d'entreprises dans le cadre du processus d'évaluation est pragmatique : eu égard au volume de travail que représente l'évaluation des performances de gestion et à la taille des effectifs de l'Office, il a semblé plus efficace de conserver un nombre élevé de contrôles tout en ayant recours de manière limitée aux acteurs de confiance que sont les réviseurs d'entreprises, qui ont en outre l'avantage

de bien connaître la situation des différentes entités mutualistes, et les particularités du secteur, plutôt que de limiter le nombre de contrôles en fonction de la seule capacité de traitement de l'Office.

L'Office étant conscient des risques posés par cette situation, des mesures ont été prises pour mitiger le risque. Ainsi, plusieurs domaines dont l'évaluation était autrefois confiée aux réviseurs d'entreprises sont maintenant évalués directement par les inspecteurs de l'Office. L'Office de contrôle veille par ailleurs à ce que les éléments factuels dont les réviseurs d'entreprises doivent rendre compte soient les plus objectifs possibles afin d'éviter autant que faire se peut les biais d'interprétation et les discussions.

Enfin, la question de l'indépendance du réviseur ne se pose pas que dans ce seul domaine spécifique, mais de manière générale. Les normes professionnelles qui s'imposent à tous les réviseurs d'entreprises mettent donc logiquement un fort accent sur l'indépendance du réviseur par rapport à son client.

La Cour des comptes, dans son rapport de 2018 relève cependant :

“Il est difficile de déterminer si les retenues peu élevées auprès des mutualités, qui découlent des évaluations des réviseurs d'entreprises (17.317 euros en 2016) par rapport aux évaluations de l'Inami et de l'OCM (7,4 millions d'euros) s'expliquent intégralement par une différence d'approche. Les réviseurs se réfèrent aux normes internationales et appliquent des seuils de signification, tandis que l'Inami et l'OCM tiennent compte de la moindre erreur dans leur évaluation des prestations de gestion.(...)” (p. 59)

Cette remarque vise la situation décrite ci-dessus.

Dans le prolongement de cette remarque, la Cour des comptes formule la recommandation suivante *“La Cour des comptes recommande à l'OCM d'exploiter au maximum le dossier de travail des réviseurs d'entreprises et de suivre et évaluer la collaboration avec ces derniers dans le cadre de l'appréciation du nouveau système d'évaluation en 2019.”* (p. 60)

La question se pose de comment traduire au mieux cette recommandation de la Cour des comptes.

Une initiative a d'ores et déjà été prise afin de lever le secret professionnel du réviseur d'entreprises à l'égard de l'Office de contrôle, en s'inspirant de ce qui existe dans d'autres lois de contrôle. Un projet de loi en ce sens est prêt et sera transmis au prochain Gouvernement afin qu'il puisse être soumis au Parlement.

Cependant, le projet de norme de contrôle à l'examen pourrait aussi être une opportunité pour clarifier les relations du réviseur avec son client pour ce volet très spécifique de la mission d'un réviseur des mutualités, et en particulier en ce qui concerne la collaboration avec les départements d'audit interne des entités mutualistes. Plus spécifiquement, la discussion à ce sujet avec les membres du groupe de travail OCM / IRE a mis en évidence la problématique de l'utilisation des travaux de l'audit interne dans le cadre de l'accomplissement des missions spéciales d'évaluation des performances de gestion des organismes assureurs. Cette pratique fait l'objet de la norme internationale d'audit ISA 610. Cette norme encadre et définit les conditions strictes dans lesquelles les travaux du département d'audit interne peuvent être pris en considération par le réviseur dans son travail d'audit des comptes annuels.

Certaines questions auxquelles les réviseurs doivent répondre dans le cadre de l'évaluation des performances de gestion, en particulier sur le caractère adéquat des systèmes de contrôle interne et d'audit interne, trouvent déjà une réponse dans l'analyse et les constatations que réalise le réviseur d'entreprises en se fondant sur la norme ISA 610 dans le cadre de l'audit statutaire.

Comme évoqué ci-dessus, c'est aussi en raison de la connaissance des spécificités du secteur mutualiste et de leur client qu'il est fait appel aux réviseurs d'entreprises dans le cadre de l'évaluation des performances de gestion.

On relèvera également que la loi du 7 décembre 2016 édicte déjà des principes clairs et précis en ce qui concerne l'indépendance du réviseur, laquelle s'apprécie à deux niveaux indissociables conformément à l'article 12 § 2 de la loi : l'indépendance d'esprit et l'indépendance d'apparence.

Néanmoins, la norme en projet pourrait être l'occasion de rappeler ces principes en ce qui concerne les missions spéciales d'évaluation des performances de gestion. Elle pourrait aussi formellement préciser que l'Office de contrôle peut, selon la nature de la mission confiée, interdire ou du moins limiter le recours aux travaux de l'audit interne, afin de garantir l'indépendance du réviseurs. L'Office de contrôle prendra en tout état de cause une initiative en ce sens, mais un support dans la norme nous apparaît opportun.

Bemerkingen van technische aard

Version française

Blz. 3 (*): Bovenaan is sprake van de FSMA en de Bank. Moet daar ook de CDZ niet worden vermeld? (Deze bemerking werd de vorige keer ook al geformuleerd)

Blz. 3: In de tweede alinea ontbreekt een e aan 'approuvé'.

Blz. 6, punt 1 (*): On vise toujours les sociétés mutualistes en général (sans exclure les SMA). Vu qu'il est tenu compte plus loin des remarques relatives à la désignation des sociétés mutualistes concernées par la norme, on suppose que c'est un oubli. Pour rappel, on suggérerait l'adaptation du point 1 comme suit :

« La présente norme est applicable à l'exécution par les réviseurs d'entreprises agréés des missions décrites au paragraphe 2 de la présente norme, auprès des entités mutualistes suivantes :

- (i) Les unions nationales de mutualités ;
- (ii) Les mutualités ;
- (iii) Les sociétés mutualistes autres que celles visées à l'article 43bis, § 5 et à l'article 70, §§ 6 et 7 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (ci-après : « les sociétés mutualistes ») ;
- (iv) ~~Les sociétés mutualistes régionales.~~→

Sauf erreur, cette norme ne s'applique pas aux sociétés mutualistes d'assurances. Les sociétés mutualistes régionales, dont l'existence n'a pas encore été formellement légalisée, seront comprises dans la notion de « société mutualiste sauf les SMA.

Blz. 6: In punt 2 (i) en 2 (iii)c moet het woord 'maladie' worden geschrapt.

Blz. 6, punt 3 (ii) (*): moet hier ook niet verwezen worden naar fusies van ziekenfondsen?

Blz. 7, punt 6 (v) (*): Actuellement libellé comme suit : « « entités mutualistes » : les organismes assureurs tels que définis dans les législations fédérales et des entités fédérées , les unions nationales de mutualités, les mutualités, les sociétés mutualistes autres que celles visées à l'article 43bis, § 5 et à l'article 70, §§ 6 et 7 de la loi du 6 août 1990, et les sociétés mutualistes régionales ; ». On garde la référence aux sociétés mutualistes régionales alors qu'elles sont déjà visées par les mots « autres que celles visées à l'article 43bis, § 5 et à l'article 70, §§ 6 et 7 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités ». Le texte souligné peut donc être supprimé.

Blz. 8, punt 6 (viii) (*): Actuellement libellé comme suit : « (viii) « assurance complémentaire » ou « AC » : les services visés à l'article 3, alinéa 1er, b) et c), et l'alinéa 2 de la loi du 6 août 1990. ». On ne voit pas l'intérêt de garder une référence à l'alinéa 2 (qui fait uniquement références aux services visés à l'alinéa 1^{er}, b) et c)). En plus, il y a lieu d'ajouter à la fin de la définition les mots suivants qui concernent les services 'ni-ni': « ..., et à l'article 67, alinéa 5, de la loi du 26 avril portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (l). »

Blz. 10 (*): Punt 24 gaat over de verplichte verzekering. Moet er geen gelijkaardige tekst opgenomen worden voor de AC? Bedoelt men met een 'omstandig verslag' het verslag 'artikel 57'?

Blz. 10, punt 25 (*): Vermits het verslag AO niet alleen de landsbonden betreft maar ook de HZIV en de Kas HR Rail, zou de term 'union nationale' beter vervangen worden door 'organisme assureur'. Dit geldt ook voor de punten 31, 39, 41, 42 en A21. Voor de punten 39, 41, 42 en A21 wordt opgemerkt dat de HZIV niet onderworpen is aan de evaluatie, maar de Kas HR Rail wel.

Blz. 10, punt A13 (*): Onze bemerking van vorige keer is verkeerd aangepast. In de eerste zin dient INAMI terug geschrapd en deze dient toegevoegd in de voorlaatste zin ('états communiqués à l'OCM et l'INAMI').

Blz. 15, A24: Les 'frais de structure et d'aménagement' moet les 'frais d'infrastructure et d'équipement' zijn.

Blz. 17, punt 59 (*): Om in overeenstemming te zijn met het nederlands zou 'autorité de contrôle' beter vervangen worden door 'superviseur' (ofwel moet in het nederlands gesproken worden van 'controle-autoriteit').

Nederlandse versie

Bovenstaande bemerkingen aangeduid met (*) gelden ook voor het nederlands.

Op blz. 1 en 2 bevat de versie 6 punten terwijl dit in de franse versie 9 punten zijn. De punten 6, 7 en 8 van het frans komen niet voor in het nederlands.

Blz. 4, punt 2(i): De term 'aanvullende ziekteverzekering' moet vervangen worden door 'aanvullende verzekering'.

Blz. 7, punt 5 (i): De verplichte verzekering wordt in het nederlands normaliter afgekort met VP (en niet VV). Idem op blz. 8, punt 6 (vii), A10, 24, 25, 26, A11, A16, 31, 32, in titel IV.2 op blz. 19, 38, 49, A24, 52, 53, 54, 55, 56.

Blz. 8, punt 6 (viii): Er staat een spatie teveel vooraan.

Blz. 9, punt 10: De verwijzing naar A4 moet vervangen worden door A3 en A4

Blz. 12, punt 21: Op de tweede regel moet 'opstellen' vervangen worden door 'op te stellen'. Op de achtste regel dient 'Isa's' vervangen door 'ISA's'. De term 'overeenkomsten' dient vervangen door 'verdragen'.

Blz. 12, punt A10: De term 'sociale woningen' dient vervangen door 'beschut wonen'.

Blz. 13, punt 26: De term 'florbaal' dient vervangen door 'globaal'. De verwijzing naar A11 dient vervangen door A12.

Blz. 13, punt A11: De term 'speciaal reservefonds' dient vervangen door 'bijzonder reservefonds'.

Blz. 14, punt A13: De woorden 'boekhouding meegedeeld aan de CDZ' moet vervangen worden door 'staten meegedeeld aan de CDZ'.

Blz. 18, punt 33: Het woord 'te' ontbreekt tussen 'hiernaar' en 'verwijzen'.

Blz. 19, punt 38: Het onderlijnde woord ontbreekt in de zinssnede 'rekening te houden met de bijzonderheden'.

Blz. 22, punt 45: In punt (i) dienen de woorden 'boekjaar afgesloten op 31 december 2018' vervangen door 'het afgesloten boekjaar'. In punt (ii) dienen de onderlijnde woorden toegevoegd en enkele woorden geschrapd: 'de keuze van verdeelsleutels zoals beschreven in het rapport in overeenstemming is met de opgelegde verdeelsleutels zoals gespecificeerd in de email van het NIC (Nationaal Intermutualistisch College) Finance ~~van 30 november 2018~~ en werd goedgekeurd door de instanties van de landsbond waartoe de instelling behoort'.

Blz. 24, A24: De woorden 'de structurele en inrichtingskosten' moet vervangen worden door 'de kosten voor infrastructuur en uitrusting'.

Blz. 25, punt 52: Het punt (vi) van de franse tekst ontbreekt in het nederlands, waardoor de huidige (vi) moet veranderen in (vii).

Blz. 28, punt 60: In het nederlands moet ISA 620 veranderd worden in ISA 610.

Blz. 28, punt 61: Het woord 'goede' bevat een tikfout.

Blz. 29, punt A30: In het nederlands is in de eerste zin sprake van 'materialiteit' en in het frans van 'significatif'?

Blz. 32: In het midden is sprake van 'speciaal reservefonds'. Dit moet 'bijzonder reservefonds' zijn.

Blz. 37: is een blanco blad.

Bijlage 3: In de eerste en voorlaatste alinea dient '2018' geschrapt en vervangen door '20XX'.

De [e-maildisclaimer](#) van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen is van toepassing op dit bericht. La [clause de non-responsabilité en matière de courriers électroniques](#) de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités s'applique au présent message. The [e-mail disclaimer](#) of the Control Office of the Mutual Health Funds and National Unions of Mutual Health Funds is applicable to this message. Der [E-Mail-Disclaimer](#) des Kontrollamtes der Krankenkassen und Krankenkassenlandesverbände gilt für diese Nachricht.